



Parc national
des Cévennes

Décision individuelle n° 2022.0022 du 22/02/22

portant autorisation spéciale en cœur du Parc national des Cévennes, pour travaux, constructions, installations, hors droit de l'urbanisme

La directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes,

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-I,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article son article 7.-II.5°,

Vu le décret n°2013-995 du 8 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes, et notamment sa modalité 9-1 relative aux travaux nécessaires à l'exploitation agricole, pastoral ou forestière,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement,

Vu la demande de Monsieur Frédéric DIET, reçue complète en date du 31 octobre 2021 pour la nature et la localisation des travaux ci-après visées,

Vu l'avis réputé favorable du conseil scientifique de l'établissement public suite à sa saisine du 13 janvier 2022,

Considérant que les travaux décrits dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

Considérant l'axe 5 de la charte du Parc national des Cévennes, et notamment sa mesure 5.4,

Considérant que les travaux décrits dans la demande, assortis des prescriptions détaillées ci-dessous, sont compatibles avec la préservation des paysages, des espèces et des milieux patrimoniaux du Parc national des Cévennes, et contribuent à privilégier l'agriculture biologique sur le territoire,

ARRÊTE

Article 1 : pétitionnaire - objet

1-1 Pétitionnaire :

La société Frédéric DIET, dont le siège social est sis
dont le représentant légal est M. Frédéric DIET, Gérant

1-2 Objet de l'autorisation :

- *nature des travaux* : Travaux de prise d'eau et d'installation d'abreuvoirs
- *localisation des travaux* : Lozère / Commune de Mont Lozère et Goulet / Lieu-dit des Sagnes /

La présente autorisation est accordée sous réserve que les travaux soient conformes au dossier technique joint à la demande et de respecter les prescriptions ci-dessous.

Article 2 : prescriptions obligatoires

2-1 - les travaux suivants sont autorisés sur les zones renseignées sur la cartographie en annexe ;

2-2 - les travaux sont réalisés en période d'étiage lorsque les sols sont totalement ressuyés afin de limiter le tassement de la prairie et la création d'ornières ;

2-3 - les collecteurs sont réalisés par la pose de deux buses de puits d'un diamètre de 800 millimètres maximum entourées de pierres cassées (conformément au plan fourni dans la demande). Concernant le projet n°2, il est proposé de mettre en place une buse avec un chapeau sur la partie basale de l'installation afin d'étanchéifier la réserve d'eau qui sera reliée à l'abreuvoir à niveau constant par un tuyau. Lorsque la réserve est remplie, le trop plein s'effectue de façon gravitaire dans la continuité de l'écoulement naturel ;



Parc national des Cévennes

6 Es place du Palais • 43400 Florac-Nord-Viviers

Tel : 03 43 66 49 53 00 • Fax : 03 43 66 49 53 02

www.cevennes-parcnational.fr • info@cevennes-parcnational.fr

- 2-4 - les engins ne circulent pas dans la zone humide ;
- 2-5 - les abreuvoirs installés sont des abreuvoirs à niveau constant fonctionnel ;
- 2-6 - les matériaux utilisés pour combler le pourtour de la buse sont des petits blocs de pierres ou des arènes granitiques trouvés localement ;
- 2-7 - lors de la réalisation des tranchées, la motte est tant que possible conservée pour être remise en place une fois les nouveaux drains posés ;
- 2-8 - le pétitionnaire doit transmettre la présente décision aux personnes chargées de l'exécution des travaux afin qu'elles en prennent connaissance et le respectent. Tout exécutant est soumis aux obligations de la présente décision, et fait, en cas de non-respect de ses prescriptions, l'objet des mêmes sanctions que le pétitionnaire ;
- 2-9 - le pétitionnaire annonce la date prévisionnelle des travaux au moins 10 jours à l'avance à Pierre GUÉNIOT / pierre.gueniot@cevennes-parcnational.fr / téléphone au 04.66.61.28.26/ou 06.81.60.25.99 ;
- 2-10 - l'ensemble des déchets et résidus est collecté et évacué vers les installations de traitement autorisées.

Article 3 : période de validité de l'autorisation

La présente décision est délivrée pour une période de deux années à compter de sa notification.

Article 4 : autres obligations et droit des tiers

La présente décision individuelle ne dispense pas le pétitionnaire des autorisations nécessaires au titre des autres législations applicables au projet, notamment celle liée au droit de propriété.

Article 5 : sanctions pénales encourues

Le non-respect des prescriptions applicables de la décision individuelle est constitutif d'une infraction et pourra être constatée par procès-verbal.

Article 6 : modalités de contrôles

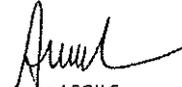
Les agents de l'établissement public du Parc national des Cévennes ainsi que tous les agents assermentés et compétents en la matière sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 7 : publicité

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Cévennes (cf. site : www.cevennes-parcnational.fr).

Fait à Florac-Trois-Rivières, le 22/02/2022

La directrice de l'établissement public
du Parc national des Cévennes


Anne LEGILE

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de sa publication pour les tiers. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Établissement public du Parc national des Cévennes
Service Développement durable
tél : 04 66 49 53 11 (secrétariat)

Diffusion :

- original :
 - EP PNC / SG
 - Pétitionnaire
- copies :
 - Commune de Mont Lozère et Goulet
 - EP PNC / massif Mont Lozère
 - EP PNC / SDD (dossier n°2021-1752)



Parc national des Cévennes

Annexe cartographique de la décision individuelle n° 202-0032 (1 page)



Autorisation de travaux_Création de points
d'abreuvement
Frédéric DIET

